

No. 37321

**United Nations (United Nations High Commissioner for
Refugees)
and
Chad**

Letter of agreement between the Government of the Republic of Chad and the United Nations High Commissioner for Refugees for the repatriation of Chadian refugees. N'Djamena, 15 December 2000

Entry into force: *15 December 2000 by signature, in accordance with article 18*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 1 March 2001*

**Organisation des Nations Unies (Haut Commissariat des
Nations Unies pour les réfugiés)
et
Tchad**

Lettre d'entente entre le Gouvernement de la République du Tchad et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour le rapatriement des réfugiés tchadiens. N'Djamena, 15 décembre 2000

Entrée en vigueur : *15 décembre 2000 par signature, conformément à l'article 18*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *d'office, 1er mars 2001*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

LETTRE D'ENTENTE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
DU TCHAD ET LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES
POUR LES RÉFUGIÉS POUR LE RAPATRIEMENT DES RÉFUGIÉS
TCHADIENS

PRÉAMBULE

Le Gouvernement de la République du Tchad et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés ; ci-après dénommés les Parties Contractantes.

Reconnaissant que le droit pour tout citoyen de quitter son pays et d'y retourner est un droit fondamental consacré par l'article 13(2) de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et l'article 12 du Pacte international de 1966 sur les Droits Civils et Politiques

Rappelant la Convention de l'OUA du 10 septembre 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique et en particulier son article 5 relatif au rapatriement volontaire;

Reconnaissant que la Résolution 428 (V) de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 14 décembre 1950, portant adoption du Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, conféré au Haut Commissaire le mandat d'assurer la protection internationale des réfugiés et de rechercher des solutions à leurs problèmes, entre autres, par la promotion et la facilitation de leur rapatriement;

Considérant que le rapatriement volontaire, lorsqu'il est possible, constitue la meilleure solution durable aux problèmes des réfugiés et que les Conclusions 18 (XXXI) et 40 (XXXVI) du Comité Exécutif des Programmes du Haut Commissaire posent à la fois des principes et des normes internationalement acceptés qui régissent le rapatriement volontaire des réfugiés ;

Constatant le désir manifesté par les réfugiés tchadiens de rentrer dans leur pays d'origine;

Notant que, l'adoption, le 9 juin 1995 d'une loi portant "amnistie générale des détenus et exilés politiques et des personnes en opposition armée" exprime la volonté du Gouvernement de la République du Tchad de voir le retour des Tchadiens dans leur pays d'origine;

Reconnaissant qu'il y a nécessité de définir un cadre juridique en vue de la mise en oeuvre du rapatriement volontaire organisé des réfugiés tchadiens, avec l'assistance de la Communauté internationale et par l'intermédiaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Sont convenus de ce qui suit :

DES DÉFINITIONS

Article 1

Aux fins de cette Lettre d'Entente,

1. Le terme "réfugié" signifie toute personne de nationalité tchadienne ou toute personne qui n'a pas de nationalité et qui se trouve en dehors du Tchad, pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, réfugiée selon la définition de l'Article 1A paragraphe 2 de la Convention de 1951 relative au Statut de réfugié et celle de l'Article 1 (2) de la Convention de l'OUA de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique.

2. Le terme "rapatrié" désigne tout réfugié, tel que défini dans cet Accord, qui est retourné volontairement au Tchad, soit de manière spontanée, soit en conformité avec les arrangements prévus par la présente lettre d'entente.

DU DROIT DE RETOUR

Article 2

En vertu de l'Article 13 (2) de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, tout réfugié tchadien qui souhaite retourner au Tchad a le droit de le faire sans que ne lui soit exigée une quelconque condition préalable.

DU CARACTÈRE VOLONTAIRE DU RAPATRIEMENT

Article 3

Le Gouvernement de la République du Tchad et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés réaffirment par la présente, que le rapatriement des réfugiés tchadiens n'aura lieu que selon leur libre consentement et en pleine connaissance de cause.

DE L'INCITATION AU RETOUR

Article 4

Dans le cadre des mesures d'incitation au retour, le Gouvernement de la République du Tchad facilitera les visites des représentants des réfugiés tchadiens dans leurs lieux d'origine ou de résidence habituelle au Tchad, pour leur permettre d'informer au retour leurs compatriotes restés dans les pays d'accueil, des conditions de sécurité et de réintégration au Tchad. De telles visites n'entraîneront pas la perte de leur statut de réfugié.

DU RAPATRIEMENT VOLONTAIRE DANS LA SÉCURITÉ ET LA DIGNITÉ

Article 5

Le Gouvernement de la République du Tchad prendra toutes les dispositions nécessaires, y compris la création ou le renforcement des structures administratives et d'accueil, pour garantir le retour des réfugiés dans la sécurité et la dignité et pour faciliter, en cas de besoin, la délivrance des documents de voyage relatifs à leur retour.

DES FORMALITÉS D'ENTRÉE

Article 6

1. Le Gouvernement de la République du Tchad simplifiera les formalités d'immigration, de douane et de santé, et prendra toutes les dispositions pour faciliter le retour des personnes rapatriées ainsi que l'entrée en son territoire de leurs biens et effets personnels en les exonérant de frais, taxes et droits de douane requis en vertu de la réglementation en vigueur.

2. Le Gouvernement de la République du Tchad permettra aux réfugiés d'utiliser, en guise de documents de voyage, en lieu et place de passeports, des formulaires de rapatriement volontaire dûment remplis et certifiés.

3. Les réfugiés qui souhaitent se rapatrier par leurs propres moyens, sans l'assistance du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, bénéficieront des mêmes avantages et facilités que ceux spécifiés dans le présent Article.

STATUT JURIDIQUE ET EQUIVALENCE

Article 7

Le Gouvernement de la République du Tchad prendra toutes les dispositions nécessaires pour la reconnaissance des droits légitimes acquis par les personnes rapatriées dans leur pays d'asile notamment en ce qui concerne les mariages, divorces, naissances, adoptions, décès ainsi que des diplômes d'études et certificats obtenus dans les pays d'accueil à la suite d'une formation académique ou professionnelle.

DE L'ACCÈS AUX RÉFUGIES ET RAPATRIÉS PAR LE HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIES

Article 8

1. Le Gouvernement de la République du Tchad devra, en particulier accorder sa coopération au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, afin de permettre au Haut Commissariat d'observer le traitement des réfugiés retournant dans le respect des principes des droits de l'homme et du droit humanitaire, ainsi que la mise en oeuvre des engagements contenus dans cet Accord.

2. Le Gouvernement de la République du Tchad facilitera l'action du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en ce qui concerne la supervision des mouvements de retour et l'accès, par son personnel et celui de ses partenaires opérationnels, des zones de retour et de résidence des réfugiés et personnes rapatriées.

DE L'INSTALLATION DES RAPATRIÉS

Article 9

1. Le Gouvernement de la République du Tchad prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les rapatriés s'établissent dans leurs localités d'origine ou celles de leur choix et aussi pour garantir la protection de leurs biens, de leurs effets personnels, de leurs biens meubles et immeubles, y compris leurs propriétés immobilières.

2. Le Gouvernement de la République du Tchad pourra aussi aider les personnes rapatriées pour le recouvrement de tout bien qu'elles pourraient avoir laissé au Tchad avant de partir en exil, sous réserve que le Gouvernement ne soit pas tenu responsable du paiement des indemnités dues pour destruction qu'elle qu'en soit l'origine.

DE LA RÉINTÉGRATION DES RAPATRIÉS

Article 10

Le Gouvernement de la République du Tchad s'efforcera de faciliter la réintégration des rapatriés tchadiens dans la vie sociale et économique de la nation, plus particulièrement encore dans le secteur public national. Il leur garantira de manière équitable la pleine jouissance de tous leurs droits économiques et sociaux, civils et politiques consacrés par les lois nationales et internationales.

Article 11

En cas de manque des ressources financières nécessaires aux opérations de rapatriement volontaire, de réhabilitation des zones de retour et de réintégration socio-économique des populations rapatriées, le Gouvernement de la République du Tchad, en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, s'efforcera de chercher auprès de la Communauté internationale l'assistance financière nécessaire à la réalisation des opérations de rapatriement volontaire et de réintégration des personnes rapatriées.

DU RETOUR ET DE LA RÉINTÉGRATION DES RÉFUGIÉS DANS LA SÉCURITÉ ET LA DIGNITÉ

Article 12

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés établira une présence dans les principales zones de retour des rapatriés, afin de faciliter leur rapatriement dans la sécurité et la dignité et de contribuer à la mise en oeuvre des mesures de réintégration socio-économique.

DU PRINCIPE DE L'UNITÉ DE FAMILLE

Article 13

Le Gouvernement de la République du Tchad et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, en collaboration avec les pays d'accueil et les Agences des Nations Unies appropriées, prendront toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer, que le principe de l'unité de famille est observé pendant les opérations de rapatriement volontaire. Le cas échéant, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés procédera au Tchad à la réunification des familles, notamment en s'efforçant de retrouver les membres de famille dispersés.

DES GROUPES VULNÉRABLES

Article 14

1. Le Gouvernement de la République du Tchad et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés en collaboration avec les pays d'accueil, les Agences des Nations Unies et les Organisations Non-Gouvernementales appropriées, veilleront à ce que les femmes seules, les enfants séparés, les personnes âgées ou handicapées bénéficient d'une protection particulière et d'une attention spéciale leur garantissant tous les droits fondamentaux et le respect du principe de l'unité de famille.

2. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, en collaboration avec le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), les Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, prendra toutes les dispositions nécessaires pour retrouver les parents des enfants séparés. Le Gouvernement de la République du Tchad facilitera les recherches de famille et la réunification de ces enfants séparés.

DU PERSONNEL DU HCR ET DE CELUI DE SES PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

Article 15

1. Le Gouvernement de la République du Tchad facilitera sur son territoire les mouvements du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et de ses partenaires opérationnels. A cet effet, ce personnel obtiendra notamment des visas d'entrées multiples et des autorisations de voyage requises.

2. En vue de faciliter les opérations de rapatriement volontaire, le Gouvernement de la République du Tchad délivrera, aux chauffeurs des convois et autres véhicules qui franchissent la frontière internationale, des visas d'entrées multiples et des autorisations de voyage requises dans le cadre de ces opérations.

3. Le Gouvernement de la République du Tchad prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, de ses partenaires opérationnels ainsi que celle de biens meubles et immeubles utilisés dans le cadre des opérations de rapatriement volontaire.

DES FACILITES ACCORDÉES AUX AGENCES DES NATIONS UNIES ET AUX ORGANISATIONS
NON-GOUVERNEMENTALES PARTENAIRES DU HCR

Article 16

Le Gouvernement de la République du Tchad facilitera

- les mouvements du personnel et trafics des équipements des Nations Unies et des Organisations Non-Gouvernementales participant aux opérations de rapatriement volontaire ;
- l'obtention des autorisations pour l'utilisation de l'espace aérien tchadien, pour le transport des matériels et équipements nécessaires aux opérations de rapatriement volontaire des réfugiés ;
- l'utilisation sur le territoire tchadien des fréquences radio, pour les communications internes et transfrontalières du personnels des Nations Unies et des partenaires opérationnels du HCR en territoire tchadien ;
- les déplacements transfrontaliers du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés et de ses partenaires opérationnels en territoire tchadien.

DE LA COORDINATION ET DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE RAPATRIEMENT

Article 17

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés assurera la coordination des opérations de rapatriement volontaire et contribuera, si nécessaire et sous réserve de la disponibilité des fonds, aux frais de transport des rapatriés et de leurs biens et effets personnels.

CLAUSE FINALE

Article 18

La présente Lettre d'Entente entrera en vigueur à partir de la date de sa signature par les Parties Contractantes. Elle demeurera valable jusqu'à ce qu'il soit considéré par les Parties Contractantes que les opérations de rapatriement volontaire sont terminées.

En foi de quoi le présent Accord a été signé par les représentants ci-dessous désignés dûment mandatés par les Parties Contractantes.

Fait à N'Djaména, le

Pour le Gouvernement de la République du Tchad :
Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,

M. MAHAMAT SALEH ANNADIF

Pour le Haut Commissariat Des Nations Unies pour les Réfugiés :
Le Représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés,

M. GUIDO COOSEMANS

[TRANSLATION — TRADUCTION]

LETTER OF AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
REPUBLIC OF CHAD AND THE OFFICE OF THE UNITED NATIONS
HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES FOR THE REPATRIATION OF
CHADIAN REFUGEES

PREAMBLE

The Government of the Republic of Chad and the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Recognizing that the right of every citizen to leave and return to his country is a fundamental right enshrined in article 13, paragraph 2, of the Universal Declaration of Human Rights of 10 December 1948 and article 12 of the International Covenant on Civil and Political Rights of 1966,

Recalling the Convention of the Organization of African Unity Governing the Specific Aspects of Refugee Problems in Africa of 10 September 1969, in particular, its article 5 on voluntary repatriation,

Recognizing that United Nations General Assembly resolution 428 (V) of 14 December 1950 on the Statute of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees mandates the High Commissioner to ensure the international protection of refugees and to seek solutions to their problems, including by promoting and facilitating their repatriation,

Considering that voluntary repatriation, where feasible, represents the best sustainable solution to the problems of refugees and that Conclusions 18 (XXXI) and 40 (XXXVI) of the Executive Committee of the Programme of the United Nations High Commissioner for Refugees lay down internationally agreed principles and norms regulating the voluntary repatriation of refugees,

Noting the wish of Chadian refugees to return to their country of origin,

Noting that the adoption on 9 June 1995 of the Act on General Amnesty of Detainees and Political Exiles and Persons in Armed Opposition reflects the desire of the Government of the Republic of Chad to have Chadians return to their country of origin,

Recognizing the need to establish a legal framework for implementation of organized voluntary repatriation of Chadian refugees, with the assistance of the international community, through the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees,

Have agreed as follows:

DEFINITIONS

Article 1

For the purposes of this Letter of Agreement:

1. The term "refugee" shall mean persons of Chadian nationality or persons not having a nationality and being outside Chad, their country of habitual residence, who have become refugees within the meaning of article 1A(2), of the 1951 Convention Relating to the Status of Refugees and article 1, paragraph 2, of the 1969 Convention of the Organization of African Unity Governing the Specific Aspects of Refugee Problems in Africa.

2. The term "returnee" shall mean any refugee, as defined in this Agreement, who has returned voluntarily to Chad, whether on his or her own initiative or pursuant to the arrangements provided for in this Letter of Agreement.

RIGHT OF RETURN

Article 2

In accordance with article 13, paragraph 2, of the 1948 Universal Declaration of Human Rights, Chadian refugees wishing to return to Chad have the right to do so without any prior conditions being demanded of them.

VOLUNTARY CHARACTER OF REPATRIATION

Article 3

The Government of the Republic of Chad and the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees hereby reaffirm that the repatriation of Chadian refugees shall take place only with their full consent and in full awareness of the facts.

INCENTIVE TO RETURN

Article 4

As an incentive to return, the Government of the Republic of Chad shall facilitate visits of representatives of Chadian refugees to their places of origin or habitual residence in Chad, so that they may go back and report to compatriots who remained in host countries on safety and reintegration conditions in Chad. Such visits shall not cause them to lose their refugee status.

VOLUNTARY REPATRIATION IN CONDITIONS OF SAFETY AND DIGNITY

Article 5

The Government of the Republic of Chad shall take all necessary measures, including the creation or strengthening of administrative and reception structures, to guarantee the return of refugees in conditions of safety and dignity and to facilitate, if necessary, the issuance of travel documents for their return.

ENTRY FORMALITIES

Article 6

1. The Government of the Republic of Chad shall simplify immigration, customs and health formalities and shall make all the arrangements to facilitate the return of returnees and the entry of their property and personal effects into its territory by exempting them from costs, charges and customs duties required under existing regulations.

2. The Government of the Republic of Chad shall allow refugees to use duly completed and certified voluntary repatriation forms as travel documents in lieu of passports.

3. Refugees who wish to repatriate by their own means, without the assistance of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, shall enjoy the same advantages and facilities as those described in this article.

LEGAL STATUS AND EQUIVALENCE

Article 7

The Government of the Republic of Chad shall take all necessary measures to recognize the legitimate rights acquired by returnees in their countries of asylum, particularly as concerns marriage, divorce, birth, adoption, death and school diplomas and certificates earned in the host country upon completion of academic or professional training.

ACCESS TO REFUGEES AND RETURNEES BY THE OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES

Article 8

1. The Government of the Republic of Chad shall, in particular, cooperate with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees in order to enable the Office of the High Commissioner to observe the treatment of returnees as concerns respect for the principles of human rights and humanitarian law, and the fulfilment of the commitments set out in this Agreement.

2. The Government of the Republic of Chad shall facilitate the activities of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees with regard to the supervision of

movements of returnees and access by its personnel and that of its operating partners to return and residence areas of refugees and returnees.

RESETTLEMENT OF RETURNÉES

Article 9

1. The Government of the Republic of Chad shall take all necessary measures to ensure the resettlement of the returnees in their places of origin or those of their choice and also to guarantee the protection of their property and personal effects, and their movable and immovable property, including real property.

2. The Government of the Republic of Chad shall also assist returnees in recovering any property they may have left in Chad prior to exile, provided that the Government is not held liable for payment to compensate for destruction, however it may have been caused.

REINTEGRATION OF RETURNÉES

Article 10

The Government of the Republic of Chad shall make every effort to facilitate the reintegration of Chadian returnees in the national social and economic life, in particular in the national public sector. It shall guarantee their full enjoyment, on an equal footing, of all the economic, social, civil and political rights embodied in international and national law.

Article 11

Should there be insufficient financial resources for voluntary repatriation operations, rehabilitation of return areas and socio-economic reintegration of returnee populations, the Government of the Republic of Chad, in cooperation with the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, shall make every effort to seek the necessary financial assistance from the international community to conduct voluntary repatriation operations and ensure the reintegration of returnees.

RETURN AND REINTEGRATION OF REFUGEES IN CONDITIONS OF SAFETY AND DIGNITY

Article 12

The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees shall establish a presence in the main areas to which refugees are returning in order to facilitate their repatriation in conditions of safety and dignity and contribute to the implementation of socio-economic reintegration measures.

PRINCIPLE OF FAMILY UNITY

Article 13

The Government of the Republic of Chad and the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, in cooperation with the host country and appropriate agencies of the United Nations, shall take all necessary measures to ensure that the principle of family unity is respected during voluntary repatriation operations. If necessary, the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees shall help reunite families in Chad, in particular, by making every effort to locate family members who have been dispersed.

VULNERABLE GROUPS

Article 14

1. The Government of the Republic of Chad and the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, in cooperation with the host country, and the appropriate agencies of the United Nations and non-governmental organizations, shall ensure that women on their own, children who have been separated, and elderly or disabled persons are given special protection and attention, guaranteeing them all the fundamental rights and respect for the principle of family unity.

2. The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees, in cooperation with the International Committee of the Red Cross (ICRC) and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, shall take all necessary measures to reunite parents and children who have been separated from each other. The Government of the Republic of Chad shall facilitate searches for families and the reunification of children who have been separated.

PERSONNEL OF THE OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES
AND OF ITS OPERATING PARTNERS

Article 15

1. The Government of the Republic of Chad shall facilitate the movements in its territory of the personnel of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees and its operating partners. To this end, such personnel shall obtain, in particular, multiple entry visas and the required authorization to travel. 2. With a view to facilitating voluntary repatriation operations, the Government of the Republic of Chad shall issue the multiple entry visas and travel authorization required for such operations to drivers of convoys and other vehicles crossing international borders. 3. The Government of the Republic of Chad shall take all necessary steps to protect the personnel of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees and of its operating partners as well as movable and immovable property used in voluntary repatriation operations.

FACILITIES GRANTED TO UNITED NATIONS AGENCIES AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS THAT ARE PARTNERS OF UNHCR

Article 16

The Government of the Republic of Chad shall facilitate:

--movements of personnel and equipment of the United Nations and non-governmental organizations participating in voluntary repatriation operations;

-- obtention of permission to use Chadian air space for the transport of material and equipment necessary for the voluntary repatriation of refugees;

-- the use on Chadian territory of radio frequencies for internal and cross-border communication among personnel of the United Nations and the operating partners of UNHCR in Chadian territory;

-- cross-border movement of personnel of the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees and its operating partners in Chadian territory.

COORDINATION AND FINANCING OF REPATRIATION OPERATIONS

Article 17

The Office of the United Nations High Commissioner for Refugees shall coordinate voluntary repatriation operations and shall contribute, if necessary and subject to the availability of funds, to the cost of transporting returnees, their property and personal effects.

FINAL CLAUSE

Article 18

This Letter of Agreement shall enter into force on the date of its signature by the Contracting Parties. It shall remain valid until such time as the Contracting Parties deem that voluntary repatriation operations have been completed.

In witness whereof, this Agreement has been signed by the representatives designated hereunder, duly authorized by the Contracting Parties.

Done in N'Djamena, on

For the Government of the Republic of Chad:

MAHAMAT SALEH ANNADIF
Minister for Foreign Affairs

For the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees:

GUIDO COOSEMANS
Representative of the Office of the United Nations
High Commissioner for Refugees